



# Courrier International

Nous publions ici la traduction du n° 123 - septembre 2006 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale.

A voir sur [www.litci.org](http://www.litci.org)

## Le Brésil : élections et perspectives

Le 1<sup>er</sup> octobre, il y aura des élections présidentielles au Brésil. Deux faits sautent aux yeux dans la campagne électorale. Le premier est que, très probablement, Lula obtiendra sa réélection au premier tour, avec un avantage important sur son principal adversaire, Geraldo Alckmin, candidat de l'opposition bourgeoise de droite (PSDB-PFL). Toutefois, l'incidence que peut avoir sur le vote le dernier scandale de corruption, apparu il y a quelques jours et impliquant le gouvernement, n'est pas encore claire. Le deuxième fait, que nous analysons dans un article à part, est que la candidature d'Heloísa Helena, pour le Front de Gauche PSOL-PSTU-PCB, est parvenue à casser cette polarisation et est créditée d'une intention de vote qui s'est stabilisée autour de 9 %. [Un glossaire de sigles est ajouté à la fin. - NdT]

**F**ace à cette perspective, pour beaucoup de ceux qui suivent la situation au Brésil apparaît une question inévitable : comment est-il possible que Lula puisse obtenir une réélection tellement confortable après avoir gouverné dans la continuité et l'approfondissement de la politique néo-libérale du président précédent, Fernando Henrique Cardoso, et avec les scandales de corruption auxquels il a été mêlé ?

Sur le véritable caractère de son gouvernement, Lula lui-même a déclaré, sans ambiguïté, que « *les riches, les entreprises et les banques ont gagné davantage d'argent que personne d'autre* » sous son gouvernement (Folha de São Paulo, 18/9/2006). Lula a complètement raison en cela. Par exemple, la Folha OnLine (22/02/2006) a informé que : « *les profits des cinq plus grandes banques brésiliennes ont atteint le volume record de 18,4 milliards de real en 2005 [7 milliards d'euros], le meilleur résultat historique de l'histoire du système bancaire brésilien* ».

Alors, pour répondre à cette question, il faut analyser plusieurs facteurs qui se sont combinés dans

la réalité actuelle.

### **Le succès du Front Populaire préventif**

Lula a gagné sa première élection présidentielle à la fin de l'année 2002, au milieu du processus révolutionnaire et de la grande montée des mouvements de masses qui parcourait l'Amérique Latine. Ce processus avait déjà provoqué la chute du gouvernement de Jamil Mahuad (Equateur, janvier 2000) et de Fernando de la Rúa (Argentine, décembre 2001) et la défaite du coup pro-impérialiste contre Hugo Chávez (Venezuela, avril 2002). En même temps, son triomphe a été l'expression d'un grand désir de changement du peuple brésilien, après 8 années de politiques pro-impérialistes, de privatisations et d'attaques envers les travailleurs, appliquées par Fernando Henrique Cardoso.

Dans ce contexte, l'impérialisme et la bourgeoisie brésilienne ont appliqué la politique du « Front Populaire préventif », c'est-à-dire, un gouvernement bourgeois dirigé par le principal dirigeant ouvrier du pays, et soutenu par des organisations de masses comme le PT et la CUT, afin d'éviter que le Brésil ne soit entraîné par la vague révolutionnaire latino-américaine.

Par son prestige dans la classe ouvrière et dans le peuple, Lula était celui qui avait les meilleures conditions pour le faire. En même temps, comme il a d'ailleurs déclaré dans cette campagne électorale, il était le seul qui pouvait garantir l'application de mesures centrales exigées par la bourgeoisie et l'impérialisme, comme les réformes du système de prévision sociale et du régime de travail, sans que la situation lui échappe.

Bien que, pour des raisons que nous analyserons par la suite, le gouvernement de Lula ait seulement pu appliquer une partie de ces mesures, il est certain que, jusqu'à présent, il a été couronné de succès dans son objectif d'éviter le débordement révolutionnaire des travailleurs et du peuple brésilien. En même temps, cela signifie que l'expérience des masses sur le véritable caractère de classe du gouvernement de Front Populaire est encore partielle. Voilà pourquoi elles sont disposées à lui donner la possibilité d'un second mandat.

### **La situation économique mondiale**

Un facteur important qui a aidé le gouvernement de Lula, a été le fait que l'économie mondiale a entamé,



fin 2002, une période de croissance qui subsiste encore. L'économie brésilienne a pu profiter un peu de cette croissance, quoique avec des taux bien plus bas que ceux d'autres pays du continent, comme l'Argentine ou le Venezuela. Mais dans une économie capitaliste du volume de celle du Brésil, un taux de 3 ou 4 % annuels d'augmentation du PIB s'avère plus qu'acceptable pour la bourgeoisie. Ce cadre économique mondial a favorisé spécialement une grande croissance des exportations du pays, dans des secteurs comme l'alimentation, les minéraux, les automobiles, etc.

Cela a permis au gouvernement de Lula deux choses importantes. La première a été de maintenir une relation structurellement « tranquille » avec la bourgeoisie brésilienne et avec les entreprises et les banques impérialistes, qui ont battu des records de profits. Il a payé ponctuellement la dette externe sans souffrir pour autant de grands problèmes financiers. La seconde chose est que, bien que l'inégalité sociale profonde ait été maintenue presque au même niveau dans son gouvernement (le Brésil est un des pires pays du monde dans la distribution du revenu), il a pu amortir l'attaque sur les salaires, atténuer légèrement le chômage et disposer d'importants fonds pour des politiques d'assistance.

#### **Les politiques d'assistance**

Ces politiques sont destinées aux secteurs les plus marginalisés de la population. Dans le passé, elles ont été l'apanage de régimes conservateurs populistes mais maintenant elles sont soutenues officiellement par la Banque Mondiale.

En plus de maintenir quelques politiques préexistantes, comme les retraites et les pensions des petits agriculteurs, la plus importante créée par son gouvernement en 2003, comme une partie de ce qu'on appelle le "plan faim zéro", est celle appelée "bourse famille". Elle consiste en



**« C'est le moment de voter pour des candidats socialistes et de lutte ! »**

une subvention mensuelle d'environ 36 euros à toutes les familles dont les recettes n'arrivent pas à un salaire minimal (139 euros par mois). Le montant est assez petit mais représente, dans beaucoup de cas, la seule recette qu'ont ces familles, comme complément très important à ce qu'elles obtiennent avec des activités de revenu très bas, telles que le recyclage d'ordures ou l'agriculture de subsistance. Actuellement, il y a quelques dix millions de familles qui reçoivent cette subvention, ce qui représente plus de 40 millions de personnes. D'autres politiques de ce type sont les bourses d'étude pour les enfants de familles de bas revenu, la mise à disposition de médicaments gratuits aux secteurs de maigres ressources, de petites aides aux agriculteurs petits propriétaires, etc..

Ceci a permis au gouvernement de Lula de se créer une nouvelle base d'appui social. Il s'agit d'un système de « clientèle » qui

s'assure le vote de ces secteurs qui veulent maintenir cette recette, misérable mais indispensable à leur survie. Ce n'est donc pas par hasard que Lula obtient la plus grande intention de vote dans le Nord-Est, la région la plus pauvre du pays et, en même temps, bénéficiaire de ces plans.

#### **Lula n'a pu appliquer qu'à moitié les attaques contre les travailleurs**

Pendant la première moitié de son mandat, Lula a pu mener à bien une des mesures exigées par la bourgeoisie : la réforme du système de retraite des fonctionnaires. Il a dû faire face à des grèves dures et à des luttes des travailleurs de l'Etat, dont cette expérience avec le gouvernement allait devenir un des principaux points d'appui pour la construction de Conlutas. Mais sur la base d'une campagne contre les « privilèges » des fonctionnaires, il a obtenu une certaine « neutralité » du reste de la société et d'autres secteurs de travailleurs.

Toutefois, la crise profonde que les scandales de corruption ont ouverte dans le gouvernement et dans le Congrès l'ont obligé à retarder, pour son prochain mandat, la grande attaque contre les travailleurs : la réforme du travail, qui prétend éliminer des conquêtes comme le treizième mois, réduire l'actuelle période d'un mois de vacances, réduire les indemnités pour des licenciements, assouplir les mécanismes d'embauche, etc., et la réforme syndicale qui l'accompagne, destinée à donner les pleins pouvoirs aux bureaucraties centrales au désavantage des syndicats de base. En outre, contrairement à son prédécesseur, il n'a effectué aucune privatisation importante.

Par leur lutte contre la réforme de la prévision sociale, d'importants secteurs de fonctionnaires sont déjà dans l'opposition au gouvernement de Lula et soutiendront Heloísa Helena. Mais la remise à plus tard de la réforme de travail a fait que l'expérience des travailleurs industriels et des services privés est beaucoup plus mitigée. C'est pourquoi, la majorité d'entre eux votera à nouveau pour Lula « contre la droite », bien qu'avec beaucoup de méfiance et sans les grands espoirs qu'ils avaient en 2002.

### **Un candidat adverse très à droite**

Finalement, un autre facteur en faveur de Lula sont les caractéristiques de son principal opposant, Geraldo Alckmin, candidat de la coalition PSDB-PFL. En plus d'être pratiquement inconnu hors de l'Etat de São Paulo, dont il a été gouverneur, Alckmin apparaît comme l'expression des secteurs les plus à droite de l'opposition et son image est liée à celle de Fernando Henrique Cardoso, haï par les travailleurs et le peuple. Précisément, la principale tactique de Lula dans la campagne électorale a été de mettre un signe

égal entre Alckmin et FHC. De manière secondaire, le fait qu'Alckmin est une personne avec très peu de charisme populaire a aussi son influence. Ce qui est certain est que sa campagne n'est jamais parvenue à prendre pied à fond ni à menacer sérieusement Lula.

### **Les perspectives**

Bien que, nous le répétons, l'impact qu'auront les derniers scandales de corruption n'est pas encore clair, la situation paraît se diriger vers un probable triomphe électoral de Lula. Dans ce cadre, il est important que nous voyions les perspectives possibles pour le Brésil dans la prochaine période.

En premier lieu, nous signalons que ce triomphe, même s'il dépasse en voix et en pourcentage celui de 2002, est très différent de ce dernier. D'abord, parce qu'il est basé beaucoup plus sur l'appui des secteurs le plus marginalisés et appauvris. Deuxièmement, comme nous l'avons indiqué déjà, la classe ouvrière le votera avec une méfiance beaucoup plus grande et sans les grands espoirs de d'alors. En 2002, c'était un vote enthousiaste et avec l'espérance que l'on pouvait « changer le Brésil ». Maintenant c'est beaucoup plus un « vote utile ».

Le prochain gouvernement de Lula essayera sûrement, dès le début, de profiter de sa victoire électorale pour appliquer la réforme du travail et d'autres attaques envers les travailleurs, telles qu'une nouvelle réforme de la prévision sociale. En outre, une détérioration possible de la situation économique mondiale et le début d'une période de décroissance du PIB l'obligeront à avoir à redoubler ces attaques. En même temps, des outils-clefs pour le contrôle des masses, comme le PT et la CUT, ont souffert d'une usure beaucoup plus grande que la figure de Lula.

La lutte des travailleurs de Volkswagen contre les licenciements dans l'usine de São

Bernardo et d'autres luttes qui ont eu lieu dans le pays indiquent que les travailleurs brésiliens ne sont pas disposés à accepter passivement ces attaques et qu'ils réagiront. La perspective la plus probable est donc que le second mandat de Lula soit marqué par des chocs beaucoup plus forts entre le gouvernement et les travailleurs et par une avancée beaucoup plus grande dans l'expérience des travailleurs avec le Front Populaire.

Dans cette perspective, l'espace électoral gagné par le Front de Gauche, avec la participation du PSTU, ainsi que la construction et la croissance de Conlutas, montrent qu'on est déjà en train de forger les outils qui permettront aux travailleurs d'être plus forts dans cette lutte.

### **Glossaire :**

CUT	<i>Central Única de Trabalhadores</i> , l'organisation syndicale actuellement mise en question par CONLUTAS
FHC	Fernando Henrique Cardoso, ex-président
HH	Heloísa Helena
PCB	<i>Partido Comunista Brasileiro</i> , le parti communiste historique, né en 1922.
PDT	<i>Partido Democrático Trabalhista</i> , un parti nationaliste qui revendique Getulio Vargas
PFL	<i>Partido da Frente Liberal</i> , le parti libéral
PSDB	<i>Partido da Social Democracia Brasileira</i> , la social-démocratie
PSOL	<i>Partido Socialismo e Liberdade</i> , née en 2005 autour de parlementaires de l'opposition dans le PT
PSTU	<i>Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado</i> , la section brésilienne de la LIT-QI
PT	Partido do Trabalho, un parti né des luttes syndicales des années 80

## Front de Gauche : une alternative pour les travailleurs

**L**a candidature présidentielle de Heloísa Helena, pour le Front de Gauche PSOL-PSTU-PCB, a permis de stabiliser une intention de vote de 9%, à quelques jours des élections. Dans quelques états comme Alagoas, d'où provient Heloísa, Rio de Janeiro et Rio Grande do Sul, les pourcentages sont encore plus grands. Si ce pourcentage se maintient, cela signifierait l'obtention d'environ dix millions de voix pour l'ensemble du pays.

La première conclusion est que le Front est parvenu à casser la fausse polarisation entre les deux principaux candidats soutenus par la bourgeoisie et l'impérialisme (Lula et Alckmin) et à créer une alternative de gauche pour les travailleurs et le peuple dans ces élections. Même à des moments où Lula paraît être un « aspirateur de voix » des travailleurs et du peuple, le Front de Gauche s'est montré capable de disputer une portion, minoritaire mais de masses, dans ces secteurs. C'est ce qu'expriment les enquêtes d'intention de vote, analysées par secteur social.

Il s'agit d'un fait très important. D'une part, un vote important en faveur du Front de Gauche créera de meilleures conditions pour les luttes futures contre le gouvernement de Lula. C'est quelque chose qui se manifeste déjà maintenant : le soutien de Heloísa Helena et du Front de Gauche aux travailleurs de Volkswagen a fortifié leur lutte et la même chose est arrivé avec les travailleurs métallos de Volta Redonda qui viennent de récupérer leur syndicat.

D'autre part, ce vote donnera une base beaucoup plus vaste à la tâche de construire l'alternative ouvrière et socialiste dont ont besoin les travailleurs brésiliens. De ce point de vue, le Front est devenu une référence pour des milliers de combattants qui avaient été très

démoralisés après l'« échec » du PT et du gouvernement de Lula comme outils pour le changement.

C'est pourquoi, le PSTU a été le premier promoteur de la formation de ce Front et réalise aujourd'hui une campagne électorale active dans tout le pays pour promouvoir cette alternative.

### Le caractère actuel du Front

Toutefois, certains courants plus petits de gauche au Brésil et d'autres en Amérique Latine critiquent cette politique en affirmant que cette coalition électorale est, en réalité, un « front populaire alternatif », situé à peine un peu à gauche de Lula. Dans cet article, nous voulons répondre à ces critiques.

D'abord, il faut souligner que le Front de Gauche est une coalition électorale entre des partis de caractéristiques différentes. Par exemple, le PSTU revendique la stratégie de la révolution socialiste tandis que le PSOL affirme la possibilité « d'approfondir la démocratie », c'est pourquoi ce dernier se centre sur l'activité électorale et parlementaire.

Sous un autre aspect central, le PSTU défend comme un principe la nécessité de l'indépendance politique de la classe des travailleurs tandis que le PCB et les courants majoritaires du PSOL sont disposés à établir des accords avec un parti bourgeois, c'est-à-dire à construire un nouveau front populaire.

Cette bataille a eu lieu avant la constitution du Front. Par exemple, la proposition initiale de HH était de former une coalition électorale qui inclurait le PDT, un parti bourgeois qui essaye de se situer à « gauche » du gouvernement de Lula. L'exigence que dans le Front il n'y ait aucun parti ni aucune figure de la bourgeoisie a donc été une des conditions exigées par le PSTU pour sa participation et figure dans l'accord de constitution du Front. Cela se manifeste aussi

dans le manifeste électorale conjoint qui dit : « *Ont leur place dans ce Front : les travailleurs, les chômeurs, les millions d'hommes et de femmes qui se trouvent dans l'économie informelle, en vivant difficilement de leur travail, les organisations politiques et sociales des travailleurs, les activistes indépendants* ».

Sous cet aspect, il est important de souligner un fait : João Fontes, candidat gouverneur de Sergipe pour le PDT, a essayé maintes fois de lier sa candidature pour l'Etat à la figure de HH. Cette attitude a été rejetée dans un manifeste conjoint du PSOL et du PSTU de cet Etat qui dit : « *Le PDT de João Fontes est un de ces partis de la bourgeoisie... Le Front de Gauche a donc décidé au niveau national que le PDT ne devait pas faire partie de son spectre d'alliances* ». C'est pourquoi, il est complètement faux de dire que le Front de Gauche est aujourd'hui un Front Populaire.

### Les polémiques à l'intérieur du Front

En même temps, nous devons indiquer que les figures les plus visibles du Front, comme HH et le candidat vice-président, expriment souvent des propositions propre d'un front populaire ou contraires à l'accord relatif au programme et leur caractère anti-impérialiste et socialiste « ample ». C'est pourquoi, la bataille continue contre les intentions de transformer la coalition électorale en un front populaire, que ce soit par sa composition ou par son programme.

Chaque fois que les principales figures du Front ont dépassé les marges des accords, le PSTU a publiquement polémique depuis son journal ou sa page web, à travers des déclarations de ses candidats, etc..

Il en a été ainsi dans le cas de la proposition de HH et de César Benjamín, que la principale

mesure pour promouvoir le développement du Brésil était de baisser le taux d'intérêt. Par différents moyens, le PSTU a polémique que les mesures nécessaires pour un véritable développement brésilien devaient commencer par en finir avec la dominion impérialiste dans le pays, à cesser de payer la dette externe et à rompre avec le FMI.

Il en est de même concernant la question de la réforme agraire, concernant laquelle HH a déclaré, dans un programme de télévision, qu'elle devait se limiter aux terres improductives et se faire "dans les cadres de la loi". Dans un article d'*Opinião Socialista* 270, Mariucha Fontana, membre de la direction nationale du PSTU, a exprimé qu'une véritable réforme agricole pourrait être menée à bien seulement en commençant par les grandes propriétés productives et les plus riches, et avec des méthodes de lutte, comme les occupations de terres et les expropriations, qui entrent en contradiction avec la Constitution de la bourgeoisie.

D'autres polémiques importantes ont eu lieu sur le sujet de l'avortement, sur la politique face à la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, sur la suspension d'un crédit de l'Etat à Volkswagen face à la menace de fermer l'usine de São Bernardo, etc.

Autrement dit, dans le cadre d'un militantisme électoral actif et loyal dans le Front, le PSTU a maintenu sa totale indépendance politique et relative au programme, et lutte de façon permanente contre la constitution d'un « futur front populaire ».

### **Une tâche difficile mais nécessaire**

Ces polémiques sont suivies avec intérêt par l'avant-garde qui participe au Front et le soutient, et qui tire des conclusions sur les propositions de chacun des partis qui le composent. Mais pour le secteur de masses qui va voter pour HH, la définition est plus simple : ils la voient comme une figure combative et d'opposition par la gauche à Lula. Et la rupture

de cette portion minoritaire du mouvement de masses est très progressive, pour tout ce que nous avons déjà indiqué.

La participation au Front de Gauche a permis au PSTU d'ouvrir un dialogue politique avec des millions de travailleurs et de toucher un secteur qui multiplie plusieurs fois son influence électorale historique (0,5 %). Ce fait lui donne des possibilités beaucoup plus grandes de se construire et de gagner une portion de l'avant-garde pour les positions révolutionnaires. Il est évident que la participation au Front est une tâche contradictoire et pleine de pressions. Il est toutefois mille fois préférable de se construire dans ce dialogue vif avec une portion du mouvement de masses que d'adopter l'attitude beaucoup plus facile, mais aussi beaucoup plus stérile, d'exposer, comme une litanie, les principes et le programme pour un auditoire petit mais fidèle.



## Conlutas : C'est l'heure d'unifier les luttes des travailleurs

**D**ans un autre article de cette édition de Courrier International, nous indiquons que la crise de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs) est beaucoup plus avancée que l'usure de la figure de Lula. Son adhésion inconditionnelle au gouvernement l'a mené à s'opposer de manière croissante aux nécessités des travailleurs et ceci a provoqué un processus presque continu de rupture de beaucoup de syndicats. Une partie de ces syndicats, d'oppositions syndicales, d'organisations paysannes, sociales et estudiantines, qui représentent une base de presque 1.800.000 travailleurs, ont fondé Conlutas (Coordination Nationale de Luttes), dans un Congrès qui a eu lieu au mois de mai 2006.

Depuis lors, le processus de rupture avec la CUT a continué et s'est approfondi. Des syndicats importants, comme celui des enseignants de Rio de Janeiro, ont décidé leur rupture. Dans le syndicat métallo de Volta Ronde (Rio de Janeiro), siège d'une grande sidérurgie et symbole des luttes contre la dictature et les privatisations, une liste qui postulait la rupture avec la CUT a gagné les élections. Dans la région minière du Vale do Rio Doce (Minas Gerais) aussi, une liste combative, identifiée avec la CONLUTAS, a gagné les élections. Dans le secteur pétrolier, plusieurs syndicats, qui représentent 40% des délégués au congrès, ont rompu avec la direction proche du gouvernement de la FUP (Fédération Unique des Pétroliers) et ont constitué le FNP (Front National Pétrolier). Certains de ces syndicats ont déjà adhéré à Conlutas et d'autres examinent cette possibilité.

En même temps, quelques luttes importantes des travailleurs publics, de métallos et d'autres secteurs ont lieu dans le pays. Dans ce cadre a eu lieu, entre les

18 et le 20 août, la première réunion de la Direction Nationale de Conlutas depuis la fondation de cet organisme. Nous présentons ici le reportage effectué par *Opinião Socialista*, le journal du PSTU, à Zé Maria d'Almeida, membre de cette direction, dans lequel il évalue les résultats de la réunion et les tâches décidées.

### ***Opinião Socialista - Quelle bilan fais-tu de la réunion de la Direction Nationale de Conlutas ?***

Zé Maria - Cela a été une réunion très importante, représentative, qui a réuni environ 100 dirigeants et activistes de 53 syndicats, 13 oppositions syndicales, six mouvements populaires de la ville et de la campagne et deux organisations estudiantines, issus de 12 Etats. Nous avons examiné le cadre politique et nous avons défini une orientation. Il est important de souligner que nous commençons aussi à construire les conditions pour répondre aux demandes des mouvements populaires.

### ***OS - Quelles ont été les principales discussions et les résolutions de la réunion ?***

Zé Maria - En même temps que nous allons poursuivre les campagnes que nous menons déjà contre le « Super Simple » [projet d'élimination de droits du travail pour les travailleurs des petites entreprises], pour l'annulation de la réforme de la prévision sociale, contre le paiement des dettes externe et interne, etc., la réunion a décidé de faire un effort pour unifier les campagnes salariales en cours des fonctionnaires nationaux, des travailleurs des secteurs pétroliers, bancaires, métallos, des travailleurs de la Poste et d'autres syndicats. Nous allons faire un journal massif adressé à la base de ces syndicats en les appelant à rejoindre le jour de lutte déjà convoqué par les fonctionnaires, le 5 septembre.

*L'objectif est de faire de cette date un jour de lutte de tous les syndicats qui sont en campagne salariale.*

### ***OS - Quels organismes des mouvements populaires ont participé à la réunion ?***

Zé Maria - Ont été présentes : des représentations du MTL (Mouvement Terre et Liberté), du MUST (Mouvement Unifié des Sans-Toit de São José dos Campos) et de l'Association Ouest de Diadème (qui sont déjà dans Conlutas depuis quelque temps), ainsi que des représentations du MLST (Mouvement de Libération des Sans Terre), du MPRA (Mouvement Populaire pour la Réforme Agricole) de Minas Gerais, du MTST (Mouvement des Travailleurs Sans-Toit) de São Paulo, qui ont commencé à organiser un groupe de travail qui va s'occuper de la lutte dans ce secteur. Il y a, à l'heure actuelle, plusieurs processus de luttes de ces mouvements, dans la ville et à la campagne, auxquels Conlutas participe activement. La réunion a aussi permis d'avancer dans le renforcement de la structure elle-même de la coordination, et on est en train de faire les pas nécessaires pour le registre et la légalisation de Conlutas comme une centrale à caractère syndical et populaire, selon la résolution du Conat.

La réunion a aussi examiné le renforcement du travail des oppositions syndicales et l'appui à la lutte des peuples libanais et palestinien. Il y a aussi eu un très bon débat sur la politique de réparation [pour 400 ans d'esclavage] et de quote-part pour les noires et noirs. Nous avons débattu aussi des finances de Conlutas, en insistant pour que les organismes, principalement les syndicats, qui disposent de davantage de ressources, contribuent régulièrement.

